



PARTENARIAT **SÉNÉGAL-PNUD** BILAN 2022





AVERTISSEMENT

Le Bilan annuel 2022 du Partenariat Sénégal-PNUD couvre essentiellement la période du 1er janvier au 31 décembre 2022. Toute utilisation d'information totale ou partielle contenue dans ce rapport devra être accompagnée de la mention du PNUD Sénégal comme en étant la source. © PNUD, Juin 2023 – Tous droits réservés.





Sommaire

04

À propos du PNUD

08

Éditorial

10

Notre vision
2019-2023

12

Notre chaîne de
résultats

14

2022 en chiffres

18

Vers un système de
gouvernance efficace

26

Vers une croissance
soutenue, inclusive
et durable

34

Une gestion durable
de l'environnement
et des ressources
naturelles

42

Accelerator Lab

44

Appui à la mise en
oeuvre du PUDC

46

Appui stratégique
au Gouvernement

47

Nos Opérations

54

Perspectives 2023

58

Vidéotheque

61

Acronymes

62

Remerciements





À PROPOS DU PNUD



Présent dans quelques 170 pays et territoires, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) est l'un des principaux organismes multilatéraux de développement contribuant à éradiquer la pauvreté et à réduire les inégalités et l'exclusion. Le PNUD aide les pays à élaborer et mettre en œuvre des politiques développementales, à développer des compétences en leadership surtout pour les femmes et en matière de partenariat, à renforcer leurs capacités institutionnelles et à bâtir une meilleure résilience pour réaliser un développement durable. Dans toutes ces activités, le PNUD s'assure de la participation des femmes et des jeunes.

Un Plan stratégique 2022-2025 pour faire avancer le développement



Programme régional : une promesse pour l'Afrique

La trajectoire de développement de l'Afrique reste incertaine. Le continent a connu des progrès remarquables en matière de croissance économique et de développement humain. Cependant, le fossé des inégalités reste troublant, aggravé par la pandémie de COVID-19 qui a annulé de nombreux acquis. Davantage de pays africains éprouveront des difficultés à atteindre les Objectifs de Développement Durable (ODD) d'ici 2030. En tant qu'instrument stratégique du Bureau régional pour l'Afrique (BRA) du PNUD, le Programme Régional facilite l'avènement d'une Afrique plus résiliente et plus prospère, capable d'atteindre son plein potentiel. Le nouveau Document de Programme Régional pour 2022-2025 fonctionne comme un mécanisme continental intégré qui coordonne la planification du développement régional, sous-régional et national pour une plus grande efficacité et de meilleurs résultats. Cinq principes clés ou 5P sous-tendent le Programme Régional :





Principe 1 Populations



Dans un contexte de contrats sociaux revigorés, les citoyens africains ont une voix et une influence plus fortes dans les processus d'élaboration et de mise en œuvre des politiques de l'Union Africaine, des communautés économiques régionales et des mécanismes régionaux.

Principe 2 Prospérité



Les citoyens africains bénéficient d'une économie régionalement intégrée, structurellement transformée et inclusive.

Principe 3 Planète



Les citoyens africains, soutenus par l'Union Africaine et les communautés économiques régionales et les mécanismes régionaux, construisent une Afrique résiliente.

Principe 4 Paix



Les citoyens africains, en particulier les femmes et les jeunes, réalisent des progrès mesurables vers une paix durable avec le soutien de l'Union africaine, les communautés économiques régionales et les mécanismes régionaux.

Principe 5 Partenariats



Le PNUD consolidera ses liens avec ses partenaires actuels et en créera de nouveaux avec des partenaires non traditionnels tels que le secteur privé, les institutions universitaires, les groupes de réflexion et les organisations philanthropiques, afin de garantir des approches concertées et harmonisées pour la réalisation des ODD et de l'Agenda 2063.



ÉDITORIAL

2022, une année de résilience dans un contexte de crises mondiales

En 2022, le Programme de Partenariat Sénégal-PNUD a été mis en œuvre dans un contexte mondial assez particulier. En effet, les pays du monde entier sont actuellement confrontés à de nombreux défis résultants de l'avènement de crises successives, avec des impacts multiples et à grande échelle qui ralentissent les progrès vers la réalisation de leurs objectifs de développement durable (ODD). Les pays d'Afrique subsaharienne font aujourd'hui face aux effets catastrophiques de la crise ukrainienne. L'inflation, déjà forte depuis 2020, a été exacerbée, rendant les denrées alimentaires, l'énergie et d'autres produits de première nécessité plus onéreux, une grande partie de la charge retombant sur les personnes les plus pauvres et les plus vulnérables. De plus, de nombreuses économies africaines sont également confrontées à d'énormes vulnérabilités liées à la dette et qui pèsent sur leurs capacités à répondre efficacement aux besoins des populations les plus vulnérables. Le changement climatique continue de poser des risques à long terme, les catastrophes naturelles et les conditions météorologiques extrêmes affectant tous les secteurs, surtout agricoles.

Sur le plan interne, le Sénégal a su maintenir son statut d'îlot de paix, de stabilité et de démocratie, au cœur d'une zone touchée par de nombreux défis sécuritaires – et cela, malgré l'extension de l'instabilité du Sahel. La présidence de l'Union africaine par S.E. le Président Macky Sall a contribué à consolider ce statut pour le Sénégal. Toutefois, depuis 2021, le Sénégal a été confronté à quelques menaces liées aux risques et vulnérabilités qui affectent la qualité de son atmosphère sécuritaire. Dans le classement du rapport de 2022 pour l'Indice de Paix Mondial, le Sénégal se situe en effet à la 10^e place africaine et à la 70^e mondiale, perdant ainsi 16 places par rapport au classement 2021.

Sur le plan socioéconomique, l'année 2022 a également été marquée au Sénégal par les défis liés à la conjoncture internationale défavorable et à la flambée des prix des produits alimentaires et pétroliers. Afin d'éviter que la hausse des prix internationaux du pétrole sur les tarifs énergétiques ne soit répercutée sur les consommateurs, le Gouvernement a mis en place d'importantes subventions budgétaires. Les transferts monétaires aux populations les plus défavorisées, pour leur permettre de faire face à une crise des coûts de la vie ainsi que les politiques de mitigation des effets de la crise ukrainienne, ont également pesé sur les finances publiques, ainsi que sur la viabilité de la dette – le stock de dette publique atteignant 75,1% du PIB en 2022. À moyen terme, la croissance devrait être stimulée par

le début de la production d'hydrocarbures prévue en 2024. Ces pressions inflationnistes se sont accentuées au niveau national pour atteindre 8,7% globalement pour l'année 2022. Une telle situation a engendré une forte pression sur les conditions de vie des populations, surtout les plus vulnérables. Le Sénégal a également été exposé aux chocs liés aux changements climatiques dont les effets se sont manifestés par un fort impact sur la productivité agricole et donc sur la pauvreté rurale. En 2022, des événements de pluies intenses ont causé de lourds dommages aux populations et aux infrastructures des zones les plus vulnérables.

Le PNUD, par ses actions fortes aux niveaux mondial et national, a su relever ces défis avec efficacité et agilité, à travers des financements conséquents, des travaux analytiques, des activités de plaidoyer et de conseil sur les politiques à mener afin de soutenir le Gouvernement du Sénégal dans l'atteinte de ses ambitieux objectifs inscrits dans le Plan Sénégal Emergent (PSE). Ces engagements ont contribué à soutenir les populations – surtout les plus vulnérables, en mettant l'accent sur les femmes et les jeunes, tout en continuant de préserver la durabilité environnementale et d'apporter une réponse adéquate aux effets du changement climatique. Un total de 8 542 113 USD a été mis directement à la disposition du Sénégal pour l'aider à relever ces défis au titre de 2022 en ces temps très incertains, tandis qu'indirectement, le PNUD s'est appuyé sur son soutien pour galvaniser les Partenaires afin de prendre en charge les préoccupations en matière de développement. Dans le même temps, le PNUD a continué à fournir un soutien technique dans les domaines de la politique, de la planification et de l'intégration des ODD, de l'environnement, du climat et de l'énergie, de la promotion d'une croissance inclusive et de la gouvernance. Les efforts du PNUD se sont également basés sur un grand nombre de partenariats avec des agences sœurs du Système des Nations Unies, d'autres Partenaires au développement, des Organisations Non Gouvernementales, la Société civile, le monde universitaire et le Secteur privé. Grâce à ces collaborations, le PNUD a multiplié ses impacts, réduit ses coûts de transaction et augmenté les financements au niveau stratégique et dans de nombreuses collectivités territoriales.

Le Sénégal est un allié stratégique du PNUD et du Système des Nations Unies de manière générale. En 2022, les actions et interventions du PNUD au Sénégal se sont inscrites dans le cadre du renforcement de l'efficacité et de la cohérence des politiques pour le développement durable du pays. Elles ont particulièrement porté sur l'appui stratégique à l'élaboration, la mise en œuvre des politiques économiques, sociales et environnementales,

sur le changement climatique, la sécurité alimentaire, le développement du secteur privé et du numérique, l'appui aux populations vulnérables et aux Petites et Moyennes Entreprises (PME) et aux Petites et Moyennes Industries (PMI), entre autres. Les Agendas 2030 des Nations Unies et 2063 de l'Union Africaine ont été le fondement de l'ensemble de ces interventions, pour une participation inclusive de toutes les Sénégalaises et de tous les Sénégalais au développement et pour qu'aucune catégorie de la population ne soit laissée pour compte. En particulier, le PNUD a contribué à promouvoir les droits et l'autonomisation des femmes et des filles, l'égalité des sexes et la préservation des droits humains.

Dans le contexte actuel de crise mondiale, le PNUD – sous la coordination de la Coordination du Système des Nations Unies, a pris le lead sur l'ensemble des analyses qui ont servi de base pour la réponse des agences face aux effets de la crise ukrainienne. Le PNUD a également joué son rôle d'intégrateur pour permettre au Gouvernement de travailler avec les Nations Unies pour examiner ses progrès en matière de mise en œuvre des ODD et analyser les contraintes qui entravent l'avancée dans certains secteurs clés. Ceci a été mené à travers l'élaboration du Rapport national Volontaire du pays, sa participation au Forum politique de Haut niveau sur le développement durable et l'élaboration d'un Rapport de diagnostic national et du Cadre de Financement National Intégré (CFNI). Dans le domaine de la Gouvernance, le PNUD a poursuivi son accompagnement du processus de transformation digitale et d'inclusion numérique de l'Administration publique. Cette dernière s'est renforcée à travers la définition de cadrages stratégiques pour la promotion du numérique dans les collectivités territoriales (Schéma Numérique Directeur des Territoires, Plans locaux numériques) et la cocréation d'une Identité Nationale Numérique (INN). Il faut ajouter à ces réalisations le Dossier Patient électronique, dans le domaine de la santé, ainsi que le renforcement de capacités des agents de 10 Espaces Sénégal Services formés pour assurer la qualité dans la délivrance des services offerts. Du fait du coût élevé et des délais des enquêtes et des recensements, le Gouvernement a sollicité le soutien du PNUD, qui explore actuellement l'utilisation de l'intelligence artificielle (IA) afin de mieux identifier et cibler les populations les plus vulnérables et mieux informer les politiques sur la mise en œuvre des programmes, le suivi et l'évaluation. Dans le cadre de

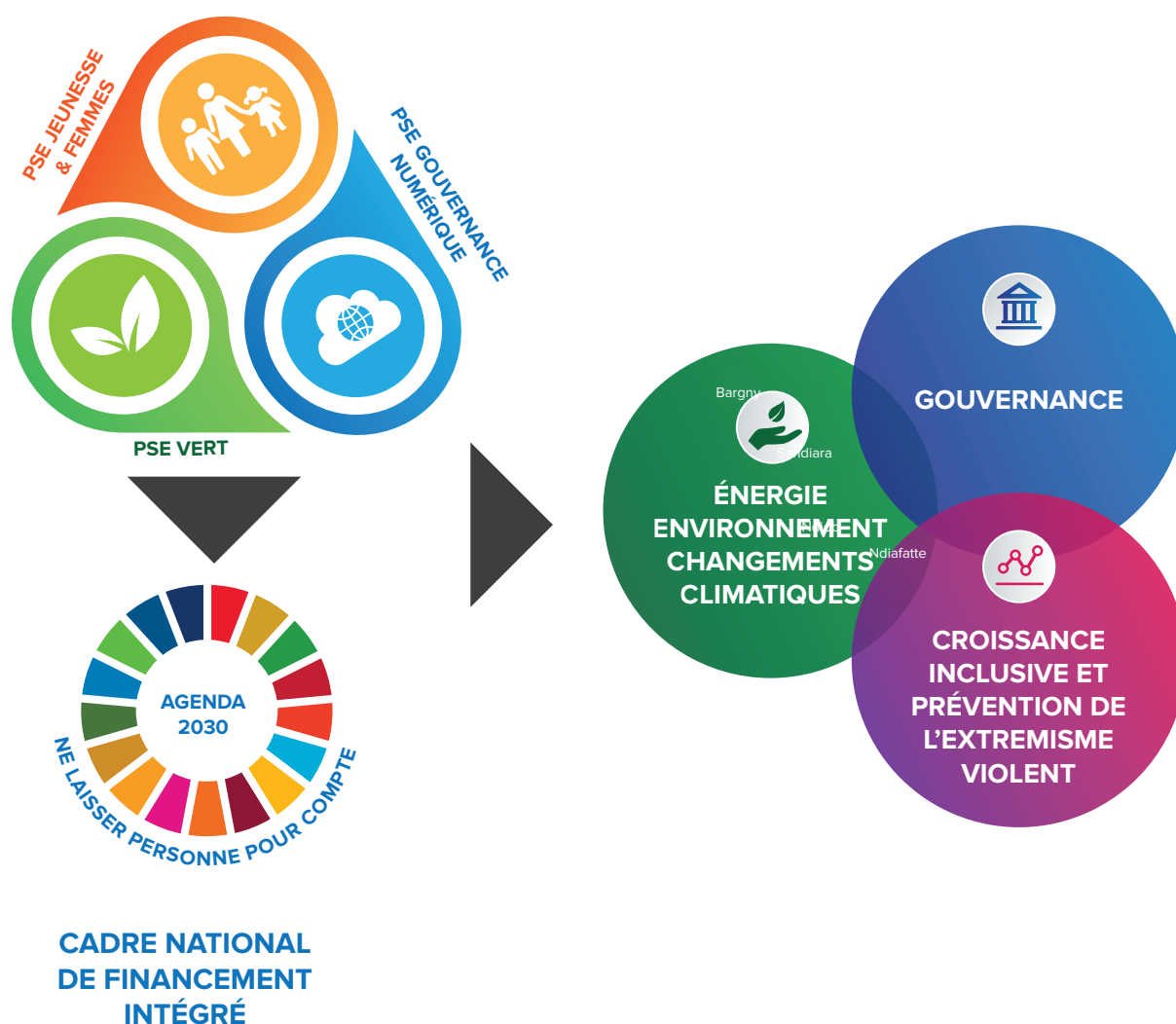
l'appui à la croissance inclusive et au développement durable, l'autonomisation et le renforcement des capacités entrepreneuriales et financières des jeunes et des femmes, y compris le soutien de l'entrepreneuriat numérique, ont été consolidés. L'appui au secteur productif des groupes vulnérables et la protection sociale adaptative, à travers les filets productifs, initiés depuis quelques années ont été renforcés. La résilience socio-économique des femmes actrices du secteur informel intégrant la protection sociale par la Couverture Maladie Universelle (CMU) a été renforcée. Le PNUD a également soutenu les efforts en faveur d'une gestion efficace de l'Environnement. Dans le cadre du renforcement de la résilience climatique, 5 régions ont fait l'objet d'études de vulnérabilité régionales et sectorielles, pour une réponse adaptée en prévision aux risques et chocs. Les capacités des acteurs ont été renforcées pour une intégration du changement climatique dans la planification. La gestion climatique est désormais intégrée dans la planification sectorielle. Le PNUD a également apporté son soutien au Sénégal dans les discussions organisées par le Groupe des Pays les Moins avancés (PMA) sur le changement climatique, lors de la 18e Conférence des Ministres Africains de l'Environnement organisée à Dakar. Sur le plan économique, le PNUD continue d'aider le pays à se préparer et à optimiser les avantages qu'il tire de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf).

Le PNUD tient à remercier le Gouvernement du Sénégal pour son leadership et son engagement dans la mise en œuvre des programmes formulés pour 2022, de même que les Partenaires et tous les Donateurs pour leur important soutien tout au long de l'année. Le PNUD est conscient que les crises qui touchent actuellement nos pays africains sont profondes et extrêmement complexes, mais est convaincu que ces nombreux défis peuvent être relevés à partir de partenariats solides et d'une ambition de haut niveau. Le PNUD continuera à s'appuyer sur l'innovation et des solutions tournées vers la planète et les personnes, et reste déterminé à accompagner le Sénégal pour surmonter les difficultés et à œuvrer pour une transformation structurelle verte, porteuse de changement et de prospérité.

Njoya Tikum
Représentant Résident



NOTRE VISION 2019 - 2023





DÉCENNIE DE L'ACTION

60% d'engagement pour les Jeunes
et Focus sur le Genre

**PUDC
DÉCENTRALISATION**



**INNOVATION, PARTENARIAT,
COOPÉRATION SUD-SUD**
SECTEUR PRIVÉ - FINANCEMENT



NOTRE CHAÎNE DE RESULTATS



GOUVERNANCE

RÉSULTAT PNUAD :

D'ici 2023, les institutions nationales et locales améliorent la qualité et l'équité dans la fourniture des services publics pour la promotion de la paix, de la sécurité et d'une gouvernance efficace



CROISSANCE INCLUSIVE ET DÉVELOPPEMENT DURABLE

RÉSULTAT PNUAD :


D'ici 2023, le Gouvernement disposera de politiques sectorielles intégrées et d'institutions renforcées contribuant à la transformation structurelle de l'économie et à la réduction des inégalités



ENVIRONNEMENT ET CHANGEMENT CLIMATIQUE

RÉSULTAT PNUAD :

D'ici 2023, les communautés vulnérables renforcent la résilience aux impacts du changement climatique et contribuent à la protection des écosystèmes



Produit 1.1 : Les institutions nationales et les autorités locales disposent de capacités techniques, organisationnelles et financières renforcées pour élaborer, mettre en œuvre, suivre et évaluer des politiques publiques conformes aux objectifs de développement durable

Produit 1.2 : Les organes de contrôle ont renforcé leurs capacités techniques de lutte contre la corruption dans les services publics

Produit 1.3 : Les femmes, les jeunes et les groupes vulnérables ont des capacités techniques renforcées pour être des membres actifs des organes de décision chargés de défendre leurs droits et s'acquittent de leurs devoirs de citoyens


Produit 1.4 : Les organes de gestion des élections, les forces de police et les femmes dirigeantes ont renforcé leurs capacités techniques en matière de gestion pacifique des conflits et de prévention de l'extrémisme violent afin de renforcer la paix et la sécurité



Produit 2.1 : Les populations rurales ont accès à des infrastructures socio-économiques de base et à des services de qualité

Produit 2.2 : Les ministères chargés de la mise en œuvre et du suivi du Plan Sénégal Emergent (PSE) ont renforcé leurs capacités à concevoir des projets et des programmes capables d'attirer des investissements privés en faveur de l'autonomisation économique des jeunes et des femmes

Produit 2.3 : Les groupes vulnérables, en particulier les jeunes et les femmes des zones rurales et périurbaines sont dotés des capacités techniques et financières pour bénéficier d'emplois décents et durables, notamment grâce à l'esprit d'entreprise



Produit 3.1 : Les ministères sectoriels et les autorités locales ont renforcé leurs capacités techniques afin d'intégrer les principes du développement durable et de l'adaptation au changement climatique dans les politiques sectorielles et locales

Produit 3.2 : Les ministères en charge de l'environnement et de l'énergie ont renforcé leur capacité à promouvoir et à faciliter l'accès aux techniques et technologies en matière d'énergie renouvelable, d'efficacité énergétique et de gestion des déchets

Produit 3.3 : Le Ministère de l'Environnement a renforcé ses capacités techniques en matière de conservation des écosystèmes et de la biodiversité au profit des communautés





2022 EN CHIFFRES







2132

membres des familles des femmes des Unités de Production Informelle enrôlés dans la Couverture Maladie Universelle



3

plans numériques locaux intégrant les ODD



200 877 kg

de produits divers (maraîchage, sel, produits forestiers non ligneux, halieutiques)



1

cartographie régionale des acteurs sur les ODD



3

documents de planification intégrant le numérique



1

schéma directeur numérique des territoires élaboré et validé



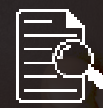
13

PME accompagnées pour l'obtention de l'autorisation FRA pour 26 produits avec packaging



2

plans d'action régionaux dans le secteur extractif élaborés



1

étude sur les usages, espaces et initiatives numériques nationaux



505

membres de GIE formés en gestion administrative et financière, gestion des feux de brousse, compostage, recyclage de déchets végétaux, engrais bio



66

Unités de Production Informelle financées pour un montant de 109 648 630 M FCFA (fonds revolving)



5

études de vulnérabilités régionales et sectorielles sur le climat réalisées



36

Unités de Production Informelle accompagnées pour l'immatriculation (NINEA et RCCM)



4

plans nationaux d'adaptation sectoriels formulés et validés



1066

adhésions directes à la Couverture Maladie Universelle dans 6 communes



3

espaces d'incubation installés et équipés dans trois communes



1

1 fond d'investissement pour l'entrepreneuriat numérique mis en place



3

plateformes de paiement en ligne mises en place pour 1000 femmes actives dans la transformation de produits halieutiques



100

bourses économiques attribuées à des ménages



50

PME formées en accès aux marchés et à la promotion commerciale



100

jeunes adolescents et universitaires de Thiès et environs (50 filles/ 50 garçons) formés sur la corruption, le concept de genre et l'impact de l'extraction minière



617

acteurs formés sur la gestion des risques climatiques



135

femmes élues et leaders formées en finances locales, leadership féminin, prévention des VBG, bonne gouvernance, planification, budgétisation sensible au genre et outils numériques





VERS UN SYSTÈME DE GOUVERNANCE EFFICACE





01

Les institutions nationales et les autorités locales disposent de capacités techniques, organisationnelles et financières renforcées pour élaborer, mettre en œuvre, suivre et évaluer des politiques publiques conformes aux objectifs de développement durable

- Territorialisation des ODD
- Dématérialisation des procédures d'Etat-civil
- Transformation digitale et inclusion numérique

02

Les organes de contrôle ont renforcé leurs capacités techniques de lutte contre la corruption dans les services publics

- Opérationnalisation de la Stratégie de lutte contre la corruption
- Renforcement des capacités des acteurs

03

Les femmes, les jeunes et les groupes vulnérables ont des capacités techniques renforcées pour être des membres actifs des organes de décision chargés de défendre leurs droits et s'acquitter de leurs devoirs de citoyens

- Renforcement de la participation et du leadership politiques des femmes élues locales et députées
- Promotion de la paix par le leadership féminin
- Promotion de la paix masculinité positive

1 cartographie régionale des acteurs sur les ODD réalisée



ODD intégrés dans la planification territoriale

3 documents de planification intégrant le numérique élaborés



Compétences des acteurs territoriaux développées dans le domaine du digital

135 femmes élues et leaders membres des réseaux de 3 régions

formées en finances locales, leadership féminin, prévention des VBG, bonne gouvernance, planification, budgétisation sensible au genre et outils numériques



Participation et leadership politiques des femmes élues locales et députées renforcés





“

Lancé depuis 2021, eSanté, le programme de digitalisation du Système de santé sur la vie des personnels et patients, couvre la période 2022-2027. « eSanté », « santé digitale », « santé numérique » ou « santé connectée » désigne l'utilisation des technologies et plateformes numériques en faveur de la santé pour améliorer les prestations de soins et la gouvernance sanitaire. Grâce aux avancées notées en 2022, le Dossier Patient électronique permettra aux usagers de disposer des bonnes informations sur la santé, d'améliorer la qualité et la sécurité des soins et d'élargir la gamme des spécialités auxquelles les agents ont accès tout en rapprochant les patients des soignants. Plusieurs actions liées à la santé seront possibles pour le patient : prise de rendez-vous médical, acquittement des frais liés aux soins, consultation des données médicales personnelles (bilans, radiographies etc.) via des terminaux digitaux, réception de soins et conseils médicaux à distance et accès à de bonnes informations sur la santé. Les premiers résultats du processus sont encourageants. Par exemple, pour la délivrance du certificat de vaccination anti-COVID-19 à code QR (code à réponse rapide), le Sénégal est désormais une référence sanitaire en Afrique et dans le monde. Le PNUD accompagne financièrement la mise en œuvre du programme eSanté, à travers plusieurs appuis. Parmi ceux-ci, nous pouvons citer le matériel d'impression des cartes électroniques de santé, pour doter chaque usager d'une carte de santé personnelle ; le développement du portail internet eSanté, qui permettra de partager avec les usagers l'information de qualité sur la santé ; l'atelier organisé sur l'identifiant numérique de santé, qui a permis d'identifier les variables numériques santé pour doter chaque usager d'un numéro d'identification nationale numérique (NIN) de santé, très utile lors des déplacements d'une région à l'autre.

Dr Ibrahima Khalilou Dia
Responsable de la Cellule digitale
Ministère de la Santé et de l'Action sociale





Des plans de développement communaux intégrant les ODD pour impulser la croissance dans les territoires

Dans le cadre de la territorialisation des ODD, plusieurs réalisations ont été notées. Dans la région de Saint-Louis, la cartographie des acteurs et l'établissement de la situation de référence sur les ODD ont été réalisés, assortis d'une matrice d'indicateurs et sous-indicateurs pertinents de suivi des ODD. 50 membres des pools thématiques de cette région ont été formés sur les outils d'intégration des ODD dans la planification territoriale et 50 acteurs des médias formés sur la localisation des ODD. Grâce à ces actions, il sera possible désormais de mesurer la contribution effective des collectivités territoriales dans la mise en œuvre des plans de développement intégrant les ODD.

Les communes de Bargny, Mont-Rolland et Sandiara disposent désormais chacune d'un plan de développement communal intégrant les ODD, et qui permet désormais d'impulser et d'accélérer la croissance économique et sociale en optant pour la valorisation des potentialités des territoires, suivant un processus itératif et à travers la mise en œuvre de projets prioritaires identifiés en lien avec les ODD.



Dématérialiser les procédures d'Etat-civil pour améliorer l'offre des services publics et mieux satisfaire les usagers

Suite à la formation des formateurs sur la qualité du service public dans les Espaces Sénégal Services, (ESS) 36 agents de 10 ESS disposent désormais des compétences requises pour assurer un meilleur accueil, écoute et satisfaction aux usagers, mieux gérer les réclamations et situations conflictuelles tout en s'inscrivant dans une démarche continue d'amélioration de l'offre de services publics. En collaboration avec l'UNICEF et la Coordination nationale des Volontaires des Nations Unies, 3 volontaires communautaires ont été formés et déployés à Colobane (Dakar), Ndiaffate (région de Kaolack), Diamagadio (région de Kaffrine), Djirédji (région de Sédhiou) et Baba Garage (région de Diourbel). Ils ont pu ainsi procéder au recensement de 1597 enfants dont 124 enfants de moins d'un an, dont 122 ont obtenus des extraits de naissance. Cette pièce d'état-civil est essentielle pour permettre à certains enfants de faire valoir leurs droits, notamment celui de l'éducation.



Une transformation digitale sur plusieurs domaines, au service du développement

Afin de contribuer à l'atteinte des objectifs de la Stratégie Numérique SN 2025 et à ceux fixés dans le Plan Sénégal Émergent, tout en renforçant la mise en œuvre de la décentralisation telle que définie dans son Acte III, le Schéma Directeur National Numérique des Territoires a été élaboré et traduit à l'échelle locale dans 3 communes pilotes (Bargny, Mont-Rolland et Sandiara) à travers la rédaction de Plans numériques locaux. Ces documents doivent permettre de favoriser la modernisation du fonctionnement des collectivités territoriales, faciliter l'accès aux services publics, développer les compétences des acteurs territoriaux dans le domaine du digital et mettre en œuvre des projets de développement prioritaires par le soutien au numérique et à l'innovation.

A travers le projet d'Appui à la Gouvernance Numérique (PAGNUM), le PNUD a appuyé plusieurs processus de transformation digitale initiés par le Sénégal, notamment l'Identité Numérique Nationale (INN) et l'opérationnalisation du Plan d'action eGov. Dans le cadre du projet eSanté, les critères et variables des identifiants du patient et du personnel de santé ont été identifiés grâce à l'intelligence collective. Le PNUD a également appuyé la réalisation d'une étude sur les usages, espaces et initiatives numériques au Sénégal, permettant de disposer de la cartographie exhaustive des initiatives numériques au niveau national (administration, secteur privé et citoyen) incluant leur maturité. Pour plus d'efficacité et d'efficience au niveau des Cours et Tribunaux, le Ministère de la Justice sera bientôt doté d'un Schéma Directeur numérique, réalisé avec l'appui du PNUD, avec comme priorité la dématérialisation du casier judiciaire et de la chaîne pénale ainsi que la mise à disposition d'un système d'archivage numérique.





Les jeunes s'engagent
pour la paix, la prospérité
et le développement.

*#weekendjangaat #undp
#youthempowerment #girls4mining*



Lutte contre la corruption : des plans d'actions régionaux sectoriels et le développement d'une conscience citoyenne chez les Jeunes

Dans le cadre de la lutte contre la corruption, plusieurs actions ont été engagées. Les plans d'actions des régions de Kédougou et de Thiès dans le secteur extractif ont été réalisés et faciliteront la lutte contre les vulnérabilités à la corruption dans ce secteur afin de le rendre plus transparent. L'évaluation à mi-parcours du Projet d'appui au renforcement de la transparence, de la redevabilité et de la lutte contre la corruption au Sénégal a permis de noter, entre autres, que la contribution financière de l'État renforce le partenariat entre le PNUD et les organes de contrôle et contribue à la durabilité du projet. Cette évaluation souligne également la nécessité de renforcer l'appui à la mise en œuvre de la Stratégie Nationale de Lutte contre la corruption et de son dispositif de suivi et d'opérationnalisation par une réallocation de ressources et de mettre en œuvre des actions prioritaires de lutte contre la corruption.

100 jeunes adolescents et universitaires de Thiès et environs (50 filles et 50 garçons) ont vu leurs capacités renforcées sur la corruption, le concept de genre et l'impact de l'extraction minière dans la région. Plus précisément, cette formation a permis à ces jeunes de comprendre les concepts de corruption et de genre, de renforcer leurs connaissances sur les potentialités minières de la région de Thiès. Ils sont désormais aptes à développer une conscience citoyenne durable en matière de protection de l'environnement et, enfin, d'écrire des articles et d'effectuer des recherches sur la convention de l'Union Africaine sur la prévention et la lutte contre la corruption.



L'égalité de genre : leadership féminin au service de la paix, renforcement de capacité des élues locales et parlementaires, et masculinité positive

Pour tous les projets et initiatives menés au cours de l'année, la prise en compte de l'égalité de genre et le renforcement du leadership féminin sont au cœur des interventions. La plateforme « Ettu Jamm » composée de 50 organisations œuvrant pour la paix, la sécurité, la démocratie et la participation citoyenne, a mis en œuvre, avec le soutien du PNUD, des actions de prévention des conflits, de communication et de sensibilisation au profit de 180 femmes, jeunes et journalistes lors des élections locales de janvier 2022 et législatives de juillet 2022.

En collaboration avec ONUFEMMES, le PNUD a mis en œuvre un programme de renforcement de la participation et du leadership politiques des femmes élues locales et députées. A cet effet, 135 femmes élues et leaders membres des réseaux des régions de Dakar, Louga et de Thiès ont participé à des formations sur les finances locales, le leadership féminin, la prévention des violences basées sur le genre, la bonne gouvernance, la planification, la budgétisation sensible au genre et les outils numériques.

À travers le projet Leaders locaux et changement de comportement en matière d'égalité hommes et femmes, le PNUD, en partenariat avec ONU FEMMES, accompagne le Sénégal dans l'induction des changements au sein des institutions locales publiques dirigées pour la plupart par des hommes, dans les structures d'apprentissage et de formation, et à travers le renforcement de capacités, la communication et le plaidoyer en se basant sur les sciences du comportement. Une étude visant une meilleure connaissance de la problématique de la résistance des hommes et des garçons à l'engagement à l'égalité des sexes et à l'autonomisation des femmes dans les communes de Sandiara, Bargny, Mont-Rolland, Ndiaffate et Ndiob a ainsi été réalisée. Elle a permis d'identifier des actions concrètes pour la mobilisation des hommes et des garçons pour l'accompagnement dans les stratégies de lutte contre les VBG et pour l'autonomisation économique et politique des femmes et des filles, qui seront mises en œuvre en 2023 et au-delà.



VERS UNE CROISSANCE SOUTENUE INCLUSIVE ET DURABLE





01

Les populations rurales ont accès à des infrastructures socio-économiques de base et à des services de qualité

Appui à la protection sociale CMU

Renforcement de la résilience socio-économique des femmes actrices du secteur informel

02

Les ministères chargés de la mise en œuvre et du suivi du Plan Sénégal Emergent (PSE) ont renforcé leurs capacités à concevoir des projets et des programmes capables d'attirer des investissements privés en faveur de l'autonomisation économique des jeunes et des femmes

Appui à l'émergence de familles productives et à l'insertion des Jeunes

Autonomisation et renforcement des capacités entrepreneuriales et financières des jeunes et des femmes

03

Les capacités des populations juvéniles et féminines des zones rurales et périurbaines, sont renforcées pour la création et la gestion des petites et moyennes entreprises, et l'accès aux emplois décents et durables

Renforcement du secteur productif des groupes vulnérables

Promotion de l'entrepreneuriat numérique

3 plateformes de paiement en ligne mises en place



Autonomisation et capacités entrepreneuriales et financières des jeunes et des femmes renforcées

100 bourses économiques dont 94% à des femmes et 10 aux personnes en situation de handicap



Autonomisation socio-économique des ménages vulnérables renforcée

3 espaces d'incubation installés et équipés pour 57 bénéficiaires



Entrepreneuriat numérique promu au niveau local





“

En 2020, notre production était très faible (entre 2000 à 5000 plants par mois). Nous n'avions que deux employés, et ne disposions ni de fond de roulement, ni des équipements appropriés. L'accès à l'eau pour arroser était difficile, et nous utilisions des moustiquaires pour protéger les plantes. En 2022, nous avons bénéficié du projet Plateforme COVID-19 à travers une subvention de 3 millions FCFA et des formations en comptabilité et gestion, marketing et gestion de stock. Nous avons pu ainsi acheter une serre de 300 m², creuser un mini forage avec une installation solaire pour disposer continuellement de l'eau et acheter des alvéoles pour les pépinières. Par la suite, le financement reçu du projet de Renforcement de la résilience socio-économique des femmes actrices du secteur informel (FASI) nous a permis d'ouvrir une boutique de vente de semences et de produits phytosanitaires, ainsi qu'un magasin de stockage d'intrants. Ce projet nous a également permis de bénéficier de la protection sociale, avec la Couverture Maladie Universelle, indispensable pour sécuriser nos recettes et nos emplois. Tous ces appuis nous ont amené à changer notre façon de gérer notre entreprise. Nous sommes passés de l'informel au formel, et disposons désormais de tous les outils qui nous permettent de bien piloter notre projet. Avant, du fait de notre ignorance, nous ne maîtrisions pas nos investissements. Aujourd'hui nous connaissons bien les chaînes de valeur et les opportunités économiques que nous pouvons en tirer. Notre production est maraîchère et fruitière, et nous cultivons du poivron, du piment, de la tomate, de l'aubergine, de la papaye et du concombre. Notre chiffre d'affaires annuel est passé de 3 500 000 FCFA en 2021 à 13 498 000 FCFA en 2022. Notre entreprise compte désormais 6 personnes, tous des jeunes, dont 4 femmes. Cela nous montre à quel point le développement local est essentiel pour développer un pays. Quand on est jeune, avec le travail, la persévérance et la patience, on peut commencer en étant «petit» pour finir par construire de grandes choses.

Anne Marie Ciss,
Directrice de l'entreprise SEN BIO 3F
Culture de fruits et de légumes
Commune de Mont-Rolland





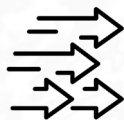
Autonomisation et renforcement des capacités entrepreneuriales et financières des jeunes et des femmes : le digital au service de la croissance

Dans le cadre du renforcement de l'entrepreneuriat et de l'emploi des jeunes et des femmes par les chaînes de valeurs et l'ouverture au marché de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf), le partenariat avec l'Agence de Développement des Petites et Moyennes Entreprises (ADEPME) a permis d'appuyer 60 Groupements d'Intérêt Economique (GIE) de la commune de Bargny, regroupant plus de 1000 femmes actives dans la transformation et la commercialisation des produits halieutiques. Les 3 plateformes Wave Business créées permettent aujourd'hui aux femmes d'effectuer des paiements de masse en utilisant un canal digital, améliorant ainsi leur taux de bancarisation à travers les transactions avec les autres acteurs de la chaîne de valeur.



Secteur productif des groupes vulnérables : les capacités techniques et financières renforcées

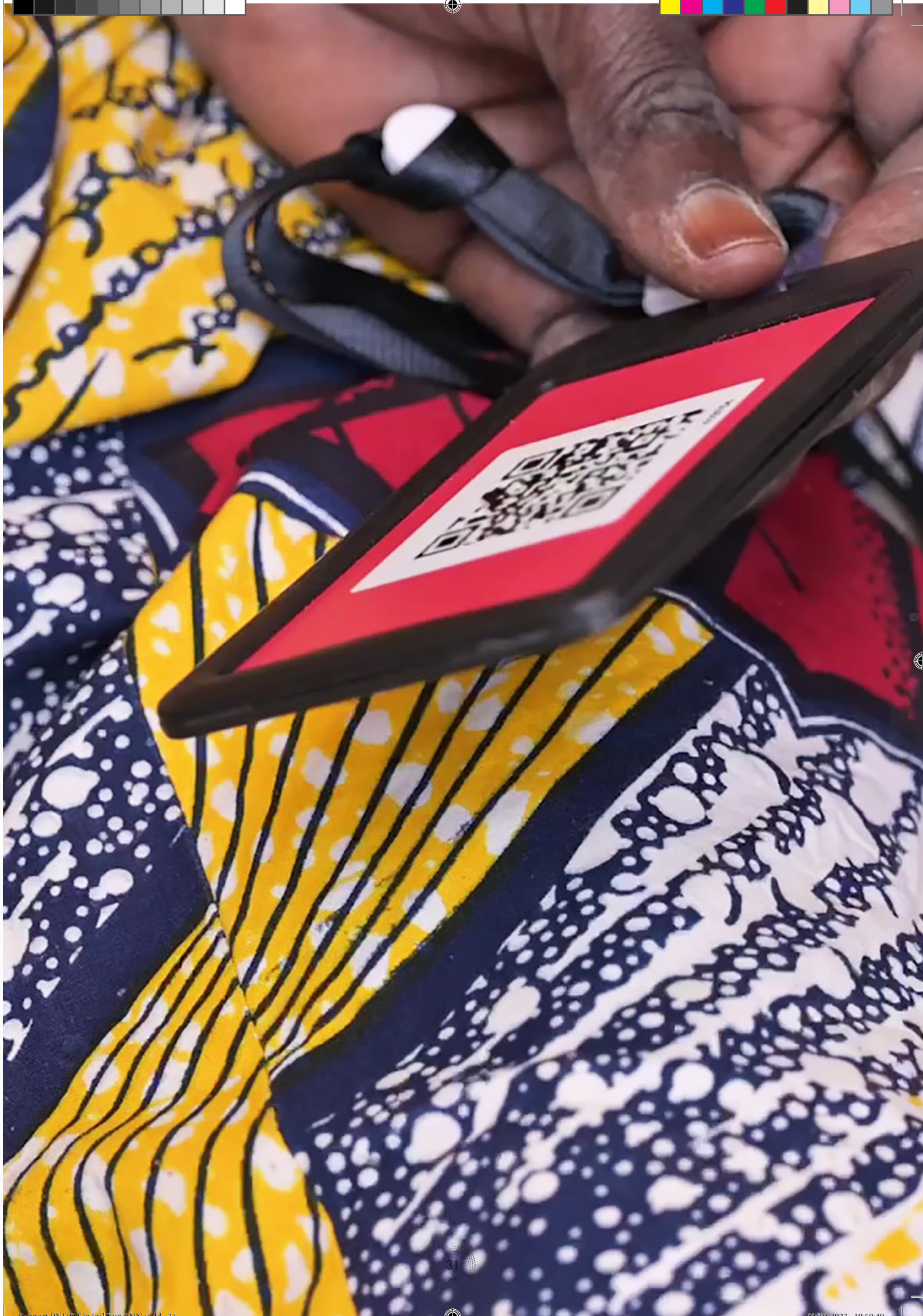
Dans le cas de l'appui au secteur productif des groupes vulnérables, 50 Petites et Moyennes Entreprises (PME) des communes de Bargny, Mont-Rolland, Ndiouf, Ndiob et Sandiara ont bénéficié de financements d'un montant total de 184 millions F CFA et ont été formées en accès aux marchés et promotions commerciales. Ces 50 PME ont également participé aux sessions de partage d'expérience entre les communes de Bargny, Mont-Rolland, Mékhé, Ndiouf, Ndiob et Sandiara. 13 PME ont été accompagnées dans l'obtention d'autorisation de fabrication et de mise en vente (FRA) pour 26 produits, ainsi que pour le packaging et le design. Grâce à ces appuis, les membres de ces 50 PME ont renforcé leurs capacités techniques et financières et sont parvenus à maintenir leurs activités génératrices de revenus face aux chocs consécutifs à la COVID-19.



Résilience socio-économique des femmes actrices du secteur informel : les capacités techniques et financières, et la protection sociale renforcées

Dans le cadre du renforcement du développement économique local et la résilience des Unités de Production Informelles (UPI) des femmes et des jeunes dans les régions de Dakar, Thiès, Fatick et Kaolack, un financement total de 109 440 000 FCFA a été octroyé à 66 UPI. Ce financement a permis de relever les capacités financières d'investissement de ces UPI. Celles-ci ont également bénéficié de renforcement de capacités en comptabilité, marketing et gestion des stocks et de la production. La campagne d'enrôlement aux mutuelles de santé organisée dans les communes de Bargny, Mont-Rolland, Ndiouf, Ndiob, Sandiara et Mékhé en faveur de la protection sociale a permis de noter un total de 1066 adhésions. En réalisant cette opération, le PNUD a ainsi permis de renforcer l'approche communautaire à travers l'enrôlement des présidentes des UPI, de leurs membres et de leurs familles. Cette approche qui contribuera à améliorer l'accès aux soins de santé en cas de maladie permettra de préserver les recettes et de réduire les indisponibilités pour arrêt maladie.









Croissance économique inclusive durable : les BE, leviers d'inclusion et d'autonomisation économique des groupes vulnérables

Dans les communes de Gandon et Ndiébène Gandiol (Saint-Louis), 100 bourses économiques (BE) ont été attribuées, dont 94 % à des femmes et à 10 personnes en situation de handicap, pour un montant total de 10 000 000 FCFA. Ces 100 nouveaux bénéficiaires ont également suivi des formations organisées par les Plateformes Techniques Opérationnelles constituées des Services Techniques Déconcentrés, en dynamique organisationnelle et en gestion financière, leur permettant désormais de mieux gérer leurs activités en termes de suivi, de traçabilité et de production de rapports.

Le recouvrement des échéances d'un montant de 26 600 000 FCFA a permis à 261 personnes (dont 90% de femmes et 10% de détenteurs de cartes d'égalité de chances) de bénéficier de bourses économiques utilisées comme des filets productifs. Pour rappel, il s'agit des bénéficiaires de bourses de sécurité familiale exerçant des activités génératrices de revenus susceptibles d'être appuyées pour la création de revenus avec des montants moyens d'environ 100 000 FCFA.

Dans le cadre de l'appui à l'insertion des jeunes, 68 plans d'affaires ont été réalisés par les centres de formation et lycées techniques au profit des jeunes sortants de ces écoles de formation. Ces 68 plans d'affaires concernent 151 personnes dont 78 filles (soit 52 %) pour un montant de 123 928 070 FCFA non encore disponibles. Au total 9 entreprises de jeunes promoteurs dans les domaines de l'horticulture, de l'aviculture et du maraichage ont reçu un financement d'un montant de 9 400 000 FCFA destiné à relancer leurs activités économiques. Le dispositif d'accompagnement et de suivi a permis d'une part à 211 Très Petites Entreprises (TPE) d'améliorer leurs activités, et d'autre part, de relancer les activités pour 9 TPE qui étaient à l'arrêt de travail.

Dans la perspective de la capitalisation et de la gestion des connaissances, une boîte à outils retraçant l'ensemble des processus et des leçons apprises dans le cadre de l'attribution des BE a été conçue pour servir de modèle d'accompagnement. Une évaluation formative des BE dans le cadre de la modélisation et du passage à l'échelle a été menée. Elle a permis de conclure que les BE peuvent être confirmées comme de véritables leviers d'inclusion et d'autonomisation économique des groupes vulnérables, notamment les femmes et les personnes en situation de handicap.



Promotion de l'entrepreneuriat numérique par l'inclusion numérique des Jeunes

Un fonds d'investissement pour l'entrepreneuriat numérique, d'un montant de 259 690 000 FCFA (DER 100 000 000 FCFA et PNUD 159 690 000 FCFA) a été mis en place en partenariat avec la Délégation à l'Entrepreneuriat Rapide (DER). 3 espaces d'incubation ont été installés et équipés (ordinateurs, vidéo projecteurs, imprimantes, routeurs, onduleurs, clés USB) pour un relèvement du plateau (connectivité, matériel) des communes de Bargny, Mont-Rolland et Sandiara. Les comités d'investissement pour le financement des 57 bénéficiaires ont également été accompagnés chacun pour la réalisation de leurs plans d'affaires d'entrepreneuriat basés sur l'exploitation de potentialités économiques de leur commune et équipés en matériel informatique (ordinateurs et clés de connexion internet).



UNE GESTION DURABLE DE L'ENVIRONNEMENT ET DES RESSOURCES NATURELLES



01

Les ministères sectoriels et les autorités locales ont renforcé leurs capacités techniques afin d'intégrer les principes du développement durable et de l'adaptation au changement climatique dans les politiques sectorielles et locales

Renforcement de la résilience climatique

Intégration de la gestion climatique dans la planification sectorielle

02

Les ministères en charge de l'Environnement et de l'Énergie ont renforcé leur capacité à promouvoir et à faciliter l'accès aux techniques et technologies en matière d'énergie renouvelable, d'efficacité énergétique et de gestion des déchets

Appui à l'élaboration et la mise en œuvre du plan de gestion des déchets solides

Appui à l'élaboration d'une stratégie de transition énergétique axée sur les mini-réseaux solaires

03

Le Ministère de l'Environnement a renforcé ses capacités techniques en matière de conservation des écosystèmes et de la biodiversité au profit des communautés

Appui à la mise en œuvre du Plan d'aménagement de la Forêt classée de Mbao

Renforcement des capacités des acteurs

4 plans nationaux d'adaptation sectoriels et 5 plans régionaux formulés et validés



Changement climatique intégré dans la planification sectorielle

200 877 kg de produits divers (maraîchage, sel, produits forestiers non ligneux, halieutiques)



Adaptation aux changements climatiques, production responsable préservant la ressource

505 membres de GIE formés en gestion administrative et financière, gestion des feux de brousse, compostage, recyclage de déchets végétaux, engrais bio



Production renforcée et de qualité, habitats conservés grâce aux bonnes pratiques de culture et de gestion





“

Notre Groupement d'Intérêt Economique (GIE), actif dans la transformation de produits halieutiques, compte 45 femmes au total, dont 50% de jeunes. Lorsque nous avons démarré notre activité il y a quelques années, notre site de travail était précaire, nous n'avions pas de matériel moderne et nous avons fabriqué nous-même des fours artisanaux qui n'étaient pas aux normes. Aujourd'hui, grâce à l'appui apporté par le projet Plan National d'Adaptation (PNA), nous avons une pirogue qui nous permet d'aller tous les jours en mer chercher la ressource (poisson, huître, mollusque à coquille dit « pagne »), au lieu de l'acheter aux pêcheurs comme avant. La pirogue nous sert également de moyen de transport, et nous permet de gagner des revenus. Notre site est désormais bien aménagé avec un quai, 5 fours, 5 séchoirs modernes et respectueux des normes environnementales et plusieurs bassines, ce qui nous facilite le travail. Nous avons également bénéficié de formations sur la gestion financière et sur l'autorisation de production et de vente (FRA), pour une meilleure commercialisation de nos produits. Nous avons encore quelques besoins, mais nous sommes déjà très satisfaites de ce que le projet nous a apporté, car nous gagnons mieux notre vie aujourd'hui, et dans de meilleures conditions. Notre production totale en 2022 s'élève à 125 430 kg en poids frais et 41 810 kg obtenus en poids secs. Nous pensons également à préserver l'environnement dans lequel nous évoluons, car c'est de la mer que nous tirons principalement notre ressource, et nous devons en prendre grand soin. Nous avons ainsi construit des épis Maltais-Savard, très utiles pour protéger l'habitat marin. Nous avons également reboisé 5,50 ha de mangroves. Nous travaillons dur, car nous sommes courageuses et fortes, et croyons en nos capacités. Nous reversons nos revenus à la fois dans l'entretien du site et dans les dépenses de nos foyers, surtout dans l'éducation de nos enfants.

Amy Gaye,
Présidente du GIE Bok Kholé Diogué
Ile de Diogué, Commune de Kafountine, Ziguinchor





Résilience climatique : la gestion prévisionnelle, la conservation des habitats, et les capacités économiques des ménages renforcées

Dans le cadre du renforcement de la résilience climatique, des équipements numériques météo ont été installés dans les régions de Kaffrine, Saint-Louis, Matam, Kédougou et Ziguinchor. 90 bulletins d'informations hydrométriques et météorologiques ont pu ainsi être produits, contribuant à la mise à disposition des acteurs d'informations précises et en temps réel. Ces 5 régions ont également fait l'objet d'études de vulnérabilités régionales et sectorielles (santé, agriculture, inondation et infrastructures de transport terrestre) validées. Ces études permettent de disposer des données indispensables à la gestion et prévision des risques, et à la préparation des réponses appropriées aux besoins.

En termes de restauration des milieux dégradés, 71 320 ha de terres dans le Ferlo, le bassin du fleuve Sénégal, au Niokolo et Delta du Saloum et 5,50 ha de mangrove à Diogué ont été reboisés. Près de 1800 ménages ont été soutenus grâce aux unités de transformation des produits halieutiques, de céréales, de conditionnement de sels, des parcelles maraichères aménagées. Cela a permis de renforcer leurs capacités économiques avec plus de 9 354 400 F CFA.



Gestion climatique intégrée dans la planification sectorielle

43 acteurs ont été formés sur les outils d'intégration des changements climatiques dans la planification. Grâce au renforcement de capacités des Comités Nationaux de Changement Climatique, des Comités Régionaux sur les Changements Climatiques, des Groupes de Travail Pluridisciplinaires et des autres acteurs sur l'utilisation et l'interprétation des informations climatiques, les acteurs sont à même de mieux utiliser l'information climatique disponible dans les stratégies d'adaptation et de l'intégrer dans les budgets connexes et les instruments de planification et de développement national, régional et sectoriel. Le Guide d'intégration des changements climatiques dans la planification sectorielle, élaboré et validé avec le soutien du PNUD, est un outil incontournable pour ces acteurs, et vient renforcer les acquis et connaissances. Ainsi, 04 plans nationaux d'adaptation sectoriels portant sur l'agriculture, la santé, les inondations et les infrastructures ont été formulés et validés. Les régions de Kaffrine, Saint-Louis, Matam, Kédougou et Ziguinchor disposent également chacune de plan régional d'adaptation du changement climatique. Ces documents faciliteront la prise en compte des changements climatiques dans la planification et budgétisation au niveau sectoriel et régional.

Dans le cadre de la gestion climatique, deux programmes de recherche visant à améliorer les modèles régionalisés et les modèles d'impact concernant les projections climatiques ont été financés. 617 acteurs ont été formés sur la gestion des risques climatiques, et disposent désormais des connaissances et outils nécessaires pour anticiper sur les risques climatiques.



Plan National d'Adaptation (PNA) : les capacités des acteurs renforcées pour une intégration du changement climatique dans la planification

Dans les régions de Kédougou et Ziguinchor, 255 membres des Groupements d'Intérêt Economique (agriculture et pêche durable, pisciculture, transformation des produits halieutiques) dont 74% de femmes ont été formés sur la gestion administrative et financière, Procédures des Passation des Marchés, changement climatique, compostage, gestion des feux de brousse entre autres. Ces acteurs pourront désormais, avec ces nouvelles connaissances, améliorer leurs revenus grâce à une gestion efficace intégrant la notion d'environnement.







Plan d'aménagement de la Forêt classée de Mbao

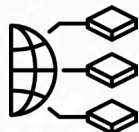
Dans le cadre de l'appui à la mise en œuvre du Plan d'aménagement de la forêt classée de Mbao initié depuis 2008, plusieurs réalisations sont à noter. Concernant la résilience des groupements maraîchers de la forêt, au total 200 femmes, le PNUD a appuyé le renforcement de leurs capacités dans plusieurs domaines. Dans le cadre de l'appui au relèvement post-COVID-19, la mise à disposition d'intrants agricoles et d'équipements de transformation (congélateur et réfrigérateur solaire, 250 ruches) a renforcé les capacités de production des groupements maraîchers. Ceux-ci ont également bénéficié d'un renforcement de capacités en gestion d'entreprise et production responsable, et l'unité de transformation des fruits, légumes et céréales, aux normes de qualité d'hygiène, a obtenu l'autorisation de fabrication et de mise en vente (FRA). Une boutique est opérationnelle et des produits transformés, issus de la production maraîchère des groupements. Dans le cadre de la protection sociale, 90 acteurs issus de groupements maraîchers (dont plus de 50% de femmes) ont été formés en entrepreneuriat social pour leur permettre d'être préparés à répondre aux opportunités d'emplois verts. Le processus d'enrôlement aux systèmes de protection sociale a été lancé pour la préservation de leurs revenus en cas de maladie ou d'accident.

Dans le cadre de la conservation de la forêt, la cartographie hydrologique a été élaborée pour une meilleure prévision des dynamiques hydrologiques dans ce site tampon pour les inondations. Afin de préserver les espaces aménagés, un plan de gestion des déchets solides a été élaboré et mis en œuvre, permettant ainsi l'installation de 10 points propres qui facilitent l'organisation de la collecte des déchets dans la forêt



Renforcer les capacités en gestion des risques urbains pour mieux préparer la résilience des villes

Grâce au partenariat PNUD/ONU Habitat, la commune de Bargny a participé au Programme Régional de renforcement de la résilience urbaine des villes moyennes vulnérables dans les pays du Sahel. Ce processus CityRAP, permettra à terme à la commune de planifier les actions prioritaires pour sa résilience à travers un Cadre d'Action de Résilience Urbaine (CARU).



Vers une plateforme nationale/ régionale nexus Eau-Energie-Alimentation-Environnement pour faire face aux défis

En marge du 9^e Forum mondial de l'Eau, Dakar 2022, un side-event sur le Nexus Eau-Energie-Alimentation-Environnement, organisé avec le soutien du PNUD, a permis de reconnaître l'urgence d'adopter l'approche Nexus, cadre de concertation, dans la culture de la paix et de la stabilité à l'échelle des différents pays pour encourager des dialogues nationaux rassemblant l'ensemble des acteurs. La session a également servi de cadre à un débat d'idées avec plusieurs propositions, notamment celles consistant à attribuer le label Nexus à tous les projets de développement, la nécessité de mettre en place une plateforme nationale/ régionale nexus Eau-Energie-Alimentation-Environnement pour cartographier toutes les bonnes initiatives réussies et l'utilisation des eaux de surface pour faire face au défi de la réduction de la pluviométrie et pour réserver les ressources souterraines pour les générations futures.



Une transition énergétique juste et équitable pour tous

En marge de la 18^e Conférence des Ministres Africains de l'Environnement, à Dakar, le PNUD a soutenu le Sénégal lors des discussions organisées par le Groupe des Pays les Moins avancés (PMA) sur le changement climatique, sur le thème la « transition énergétique juste et équitable ». La mise en place des programmes ambitieux de renforcement de la résilience dans les principaux domaines du développement et des moyens de subsistance des PMA et le soutien à la recherche et à l'innovation étaient au menu des échanges.



ACCELERATOR LAB





Outil de promotion de l'intégration des innovations, des solutions locales et des nouvelles méthodologies dans la démarche programmatique du PNUD, le Laboratoire d'Accélération du PNUD Sénégal (AccLab) compte à son actif plusieurs réalisations en 2022.

Plusieurs solutions innovantes promues par des start-ups, des entrepreneurs, des étudiants, des collectivités locales, et des groupes de citoyens lambda engagés (hommes, femmes et jeunes) ont été cartographiées. Ces solutions valorisent les connaissances locales endogènes, l'application des algorithmes, des sciences et de la technologie et la digitalisation des processus.

Le laboratoire a également contribué à l'animation de l'écosystème de l'innovation, composé des universités de sciences et technologies, des start-ups, des incubateurs et accélérateurs d'entreprises, des Partenaires gouvernementaux, du secteur privé, etc. Le laboratoire a contribué au renforcement des capacités des acteurs de cet écosystème en matière d'innovation ouverte et de valorisation de l'intelligence artificielle, et au développement de modèles plus inclusifs et durable de valorisation des innovations portées par les jeunes, particulièrement les jeunes atypiques, souvent exclus des programmes d'incubation et de coaching du fait des barrières éducatives, géographiques ou linguistiques.

Le laboratoire a accompagné l'expérimentation de 5 solutions porteuses d'opportunités proposées par des start-ups dans le cadre des réponses aux problématiques d'assainissement, donnant de nouvelles perspectives sur la compréhension et l'enjeu lié aux inondations. La Solution *Toolu gox bi*, constituée par un puits moderne avec 4 bassins d'eau alimentés avec une pompe solaire ; *Fossetic solution*, qui donne la possibilité aux usagers de pouvoir suivre à temps le remplissage de leurs fosses septiques à partir de capteurs connectés à leur téléphones ; *Toilettes sèches*, adaptées aux zones inondables ; *Motopompe connectée*, permettant de donner des alertes sur le niveau de l'eau et la nécessité de passer au pompage pour éviter l'inondation ; *Lampadaire connecté* donnant des alertes en cas de catastrophe naturelle (par exemple, fortes pluies).



Le laboratoire a apporté un appui transversal à plusieurs projets mis en œuvre dans le cadre du Partenariat Sénégal-PNUD, notamment à travers la collecte et l'analyse de données, l'application des outils d'intelligence collective, la promotion de démarches systémiques tenant compte de la complexité des problématiques de développement et l'utilisation des nouvelles technologies. Ainsi, dans le cadre du développement des chaînes de valeur halieutiques pour l'autonomisation des femmes dans la Commune de Bargny, AccLab a facilité une démarche exploratoire itérative, qui a permis de recentrer les interventions du projet vers les réels défis et besoins essentiels des femmes. Le système de financement endogène proposé est porté par les femmes elles-mêmes et basé sur l'utilisation du mobile money pour renforcer la transparence. Dans le cadre de l'appui au plan d'action eSanté, le laboratoire a contribué à l'identification des critères et variables des identifiants du patient et du personnel de santé.

Le laboratoire a surtout permis la connexion du Bureau avec de nouveaux partenaires et acteurs non traditionnels, notamment dans le cadre de l'appui au développement des start-up porteuses d'innovation et l'application de l'intelligence artificielle (Universités publiques et privées de sciences de technologies-DAUST Ecole Supérieure Polytechnique, Fondation Mastercard, une multitude d'incubateurs et accélérateurs, associations de la société civile acteurs de l'écosystème d'innovation, Institut des Algorithmes du Sénégal, Ambassade de France etc.).





APPUI À LA MISE EN OEUVRE DU PUDC



En 2022, le PNUD a apporté un appui à la mise en œuvre de la Phase 2 du Programme d'Urgence de Développement Communautaire (PUDC) en termes de passation de marchés relatifs au développement communautaire, à travers les volets suivants :

- La construction de 05 écoles neuves, et la réhabilitation d'une école dans des communes de la région de Ziguinchor.
- L'appui aux femmes des régions de Fatick et Thiès par la dotation en 39 équipements pour une unité de transformation d'anacarde (noix et pommes) ; 13 équipements pour une unité de transformation de céréales et d'arachide ; 28 équipements pour une unité de transformation de noix de cajou.
- La construction de plateformes et magasin de stockage pour des unités de transformation de noix de cajou dans les communes de Sokhone , Diofor et Sewekhaye.
- L'appui à la chaîne de valeur lait dans les régions de Louga et Diourbel, à travers la construction de 07 laiteries et d'un 01 centre de collecte de lait, et la fourniture des équipements pour ces laiteries.
- L'acquisition d'équipements hospitaliers pour 20 postes de santé dans les régions de Ziguinchor, Sédhiou, Tambacounda, Kédougou et Fatick.
- L'acquisition de matériels et mobiliers de bureau pour 20 postes de santé dans les régions de Ziguinchor, Sédhiou, Tambacounda, Kédougou et Fatick.
- La réalisation de 6 forages au Rotary et de la construction de 6 châteaux d'eau avec réseau d'adduction d'eau dans la région de Kaffrine.

Le PNUD a permis au Gouvernement de finaliser des marchés à hauteur de 1 019 267 162 FCFA sur le financement de la Banque Islamique de Développement (BID) et 1 702 534 900 FCFA sur le financement du Fonds Saoudien pour le Développement (FSD). Les deux Mémoires de Provision de Services (MPS) entre le PNUD et le Gouvernement du Sénégal pour cet appui à la mise en œuvre du PUDC sont prolongés jusqu'en juillet 2023.





APPUI STRATÉGIQUE AU GOUVERNEMENT



Dans le cadre de la formulation du Plan national de développement du Sénégal, le PNUD a appuyé techniquement et financièrement le Gouvernement, notamment à travers la réalisation de différents travaux préliminaires au processus. Des analyses et recherches ont ainsi permis de produire, entre autres, plusieurs études d'impact, dont :

L'étude sur la Transition dans la Pauvreté au Sénégal.

L'analyse d'impact de la mise en exploitation des ressources pétrolières et du gaz au profit d'un plan d'investissement social prioritaire centré sur les populations les plus vulnérables.

L'identification des mesures de réduction des gaz à effet de serre dans le secteur du transport, estimées à 19 752 Gg de CO₂ avec l'initiation d'une taxe carbone et la politique d'intégration du Sénégal .

La structuration du PSE-Vert avec des propositions de réformes phares : l'intégration des mesures incitant les investissements verts ; la mise en place d'un « Pacte Vert » pour l'accès à la commande publique ; la mise en place de mesures pour faciliter l'accès aux financements verts et au marché carbone ; la création du Fonds d'Appui aux financements Verts; la mise en place d'un cadre réglementaire pour le marché.

Les informations issues de ces différentes études et analyses permettront au Gouvernement de définir un plan de développement sur la base de données récentes, permettant ainsi une programmation réaliste.

Dans le contexte actuel de crise, le PNUD, dans une démarche harmonisée par la Coordination du Système des Nations Unies (SNU), a pris le lead sur l'ensemble des analyses qui ont servi de base pour la réponse des agences des Nations Unies face aux effets de la crise en Ukraine.





Concernant le suivi de la réalisation des ODD, le PNUD a joué son rôle d'intégrateur pour permettre au Gouvernement de travailler avec les Nations Unies pour examiner les progrès du pays en matière de mise en œuvre des ODD et analyser les contraintes qui entravent l'avancée dans certains secteurs clés. Ceci a été mené à travers l'élaboration du Rapport National Volontaire du pays avec un focus sur les principales avancées et les défis pour l'accélération des ODD, la participation du PNUD au Forum politique de Haut niveau sur le Développement durable et l'élaboration d'un cadre décennal d'accélération des ODD. Le PNUD a également assuré la coordination de l'élaboration du diagnostic et de la stratégie Cadre National de Financement Intégré (CNFI), en rapport avec les Nations Unies et l'Union Européenne. Ce cadre, en cours de finalisation, a identifié les réformes clés pour renforcer la gouvernance du financement et améliorer la mobilisation du secteur privé dans le développement de la mise en œuvre des ODD. Les prochaines étapes de ce processus sont essentielles pour le Sénégal et portent sur sa validation nationale et l'opérationnalisation du Cadre.

En appui à l'élaboration du prochain Cadre de Coopération des Nations Unies avec le Sénégal, le PNUD apporte une contribution cruciale depuis le début du processus, notamment dans les étapes clés d'évaluation du cycle précédent, de l'analyse du Bilan Commun de Pays et aux travaux de formulation du Cadre proprement dit.

Le PNUD s'est engagé à accompagner le Sénégal dans la promotion de l'intelligence artificielle afin d'explorer de nouvelles opportunités pour la production de données pour un meilleur ciblage,

une meilleure formulation des politiques et un meilleur suivi. C'est dans le cadre de ce processus que l'évaluation comparative de l'utilisation de l'intelligence artificielle et/ou du BIG DATA dans le dispositif du Bureau Opérationnel de Suivi du PSE et la réalisation d'un outil de simulation et d'évaluation des impacts économiques (SIM-I2E) des projets phares du PSE ont été appuyés.

Le PNUD a également appuyé l'organisation et l'animation du symposium sur la Zone de libre Echange Continentale Africaine (ZLECAf), sur le thème « L'intégration économique à l'heure de la zone de libre échange ». Y ont été abordées les questions telles que la mise en œuvre de la ZLECAf, le financement des infrastructures régionales et le soutien au secteur privé, en vue de permettre au Sénégal et aux Etats de tirer un meilleur bénéfice d'une intégration régionale plus approfondie et de la ZLECAF.

En préparation des prochaines étapes de la sortie du pays de la catégorie des Pays les Moins Avancés, le PNUD soutient le Sénégal dans ses efforts et contribue aux différentes analyses, consultations et réflexions.





NOS OPÉRATIONS



Le PNUD Sénégal assume pleinement son rôle d'intégrateur avec les autres agences des Nations Unies et travaille en étroite collaboration avec elles pour fournir l'assistance requise dans de nombreux aspects opérationnels, y compris les recrutements, les actifs, les TIC, les achats et les voyages, tout en garantissant la pleine conformité avec les accords de niveau de service et les protocoles d'entente respectifs.

La mobilisation des ressources et la durabilité des Opérations du Bureau Pays sont d'une importance primordiale. La collecte automatique des coûts de service et le suivi régulier sont effectués pour permettre de récupérer de manière optimale tous les coûts administratifs des services rendus aux différentes agences y compris au Centre Régional de Services du PNUD.

Agence	Facturé	Réglé	Montant dû	%
UNFPA BP	\$4 921,96		\$4 921,96	0,00%
UNFPA BR	\$3 685,40		\$3 685,40	0,00%
ONU DC	\$27 487,47		\$27 487,47	0,00%
ONUFEMME	\$9 738,25		\$9 738,25	0,00%
PAM BR	\$12 903,46		\$12 903,46	0,00%
PAM BP	\$6 449,45		\$6 449,45	0,00%
PACAO	\$1 105,62		\$1 105,62	0,00%
OCHA	\$5 264,18		\$5 264,18	0,00%
EWASME	\$157,95		\$157,95	0,00%
HCDH	\$9 430,48	\$9 430,48	\$0,00	100%
UNCDF	\$2 947,99	\$2 947,99	\$0,00	100%
UNOWAS	\$1 183,88	\$1 183,88	\$0,00	100%
Total général	\$85 276,09	\$13 562,35	\$71 713,74	15,90%

Services fournis aux autres agences

Ressources Humaines (RH)

L'unité Ressources Humaines (RH) assure la bonne gestion quotidienne des activités de ressources humaines pour le PNUD et pour les agences partenaires. C'est ainsi qu'en 2021 comme pour les années précédentes, l'Unité RH a conduit tous les processus de recrutement soumis par les bureaux du PNUD, le Global Shared Services Centre (GSSC) de Dakar et les agences NU à terme, dans les délais requis et dans le respect des procédures RH. Elle a répondu dans les délais et avec satisfaction aux sollicitations et requêtes du GSSC Dakar. Elle a veillé à renouveler à temps les contrats à durée déterminée, les engagements temporaires, les contrats de service et les accords de service personnel. Enfin, l'unité RH a systématiquement fait recouvrer tous les coûts des services rendus aux agences NU et aux unités du Bureau Pays dans les cas appropriés.

Informatique et Technologie (IT)

L'unité Informatique et Technologie (IT) appuie la mise en œuvre des projets et des programmes en mettant à disposition des outils et des équipements facilitant les communications et permettant un accès aux informations de manière sécurisée. Ainsi, elle s'assure que les critères suivants sont respectés :

- l'intégrité : garantir que les données sont bien celles que l'on croit être ;
- la disponibilité : maintenir le bon fonctionnement du système d'information ;
- la confidentialité : rendre l'information inintelligible à d'autres personnes que les seuls acteurs d'une transaction ;
- la non-répudiation : garantir qu'une transaction ne peut être niée ;
- l'authentification : assurer que seules les personnes autorisées aient accès aux ressources.

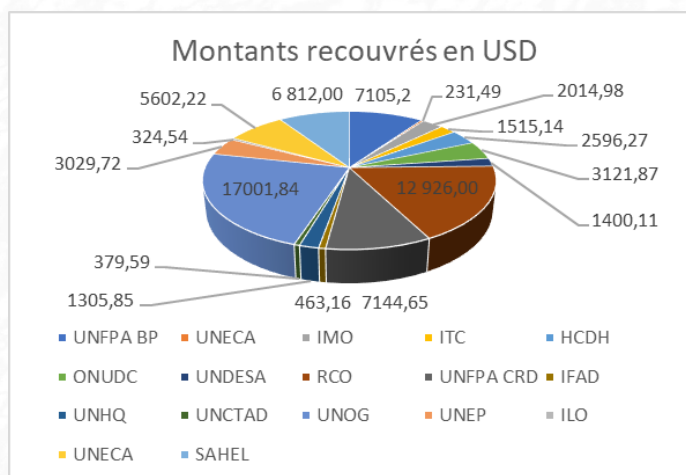
Dans le cadre de l'amélioration des conditions de travail, l'unité a effectué, en 2022, 668 actions de support et conseil et recouvré 52,890.95 USD pour services rendus aux unités indépendantes du Bureau.

Unité finances

L'Unité Finances assure la trésorerie du Bureau, le cash management, les transactions bancaires, le suivi des paiements et la gestion rigoureuse du Paycycle, entre autres, et se porte garante de fournir un support de qualité à travers :

- la demande et le suivi de mise à disposition d'une caisse par la banque sur site ;
- la finalisation des requêtes par le Paycycle et l'émission des chèques et envoi des virements à la banque ;
- le suivi et la vérification des mouvements de nos comptes bancaires (ECOBANK-BICIS) ;
- l'émission des rapports financiers des fonds que le PNUD administre ;
- l'assurance de l'interface avec GSSC et le siège ;
- la vérification et l'introduction d'observations et commentaires à travers le global Payroll ;
- le support de qualité à travers les paiements demandés.

AGENCES	Montants recouverts en USD
UNFPA BP	7 105,20
UNECA	231,49
IMO	2014,98
ITC	1515,14
HCDH	2596,27
ONU DC	3121,87
UNDESA	1400,11
RCO	12 926,00
UNFPA CRD	7144,65
IFAD	463,16
UNHQ	1305,85
UNCTAD	379,59
UNOG	17001,84
UNEP	3029,72
ILO	324,54
UNECA	5602,22
SAHEL	6 812,00
Total	72974,63



Montants recouverts auprès des agences

Procurement

L'unité Procurement (Approvisionnements), chargé de mettre en œuvre du plan d'achats annuels et de la stratégie d'achat du Bureau et des Agences sous SLA, a enregistré au cours de l'année les performances ci-dessous :

3,542,367 USD
en procurement avec
la modalité DIM

Plus de 778 PO
(Bon de commande)

Plus de 29 000 USD
de cost recovery

Plus de de 940
vendors créés

Un atelier régional organisé

Le support de qualité à travers les services demandés

En 2022, le PNUD a mis à disposition des ressources propres d'un montant de 394 851 USD. La répartition par type de fonds est la suivante :

Type de fonds	Montant mobilisé 2022	Taux d'exécution (%)
TRAC I	1 909 753	100%
TRAC II	734 000	100%
COVID RRF from CORE	372 200	100%
AccLab	378 898	93%
Total	3 394 851	99%

La répartition du budget et du montant de décaissement par thématique est la suivante en USD :

Thématiques	Budget	Montant décaissé	Taux d'exécution (%)
Croissance Inclusive et Développement Durable	1 857 234	1 689 739	91%
Environnement & Changement Climatique	2 877 350	2 133 345	74%
Gouvernance	1 501 066	1 223 109	81%



La répartition du budget et du montant de décaissement des projets transversaux est la suivante en USD :

Projets transversaux	Budget	Montant décaissé	Taux d'exécution (%)
Autres			
Appui mise en œuvre CPD	155 701	146 494	94%
Accelerator Lab Sénégal	378 898	353 810	93%
DPC	391 463	391 463	100%

Le Bureau a mobilisé auprès de ses partenaires un montant de 3 970 293 USD. La répartition par partenaire est la suivante :

Partenaires	Ressources mobilisées	Taux d'exécution (%)
GEF	2 465 344	81%
UNDP Funding windows	364 407	101%
Agence Andalouse	300 621	34%
Coopération Belge	695 429	9%
Human Security Trust Fund	144 492	71%
Total	3 970 293	67%





PERSPECTIVES 2023



En 2023, le PNUD continuera d'appuyer le Sénégal pour la mise en œuvre du PSE, afin de contribuer durablement au développement des populations, en particulier les plus vulnérables. La préservation de la paix, le leadership et l'autonomisation des femmes, l'entreprenariat des Jeunes, la gestion des défis liés aux changements climatiques et à la préservation des ressources naturelles seront au centre des interventions.

Le PNUD appuiera le renforcement du système de suivi évaluation de la politique économique et sociale, l'opérationnalisation du nouveau système de planification, le suivi des engagements des acteurs au développement, la gestion et le suivi de l'aide publique au développement. Un appui sera également apporté au développement du dispositif de suivi-évaluation du PSE. Concernant la Zone de libre Echange Continentale Africaine (ZLECAf), le PNUD appuiera la mise en place et l'opérationnalisation d'une plateforme informatisée présentant les opportunités et les informations utiles sur l'intégration régionale, au profit des Petites et Moyennes Entreprises, des Très Petites et Moyennes Entreprises et des entreprises.

En prélude à l'élection présidentielle du Sénégal en 2024, le PNUD contribuera à la prévention de conflits à travers la pérennisation et le renforcement du rôle des femmes et des jeunes sur la prévention et la gestion des conflits électoraux, la participation aux processus de paix, la médiation en vue de la consolidation de la paix, la sécurité, la

démocratie et l'élimination de la violence sexuelle et sexiste. Dans le cadre de la mise en œuvre de la Stratégie Numérique SN2025, le PNUD accompagnera le Ministère de la Justice, notamment dans la finalisation du Schéma Directeur Numérique de la Justice, dans la dématérialisation du casier judiciaire et de la chaîne pénale, et dans la mise en place d'un système d'archivage. La mise en œuvre du projet « Favoriser la représentation des femmes dans le secteur juridique et judiciaire au Sénégal » par l'identification des lacunes en matière d'égalité entre les sexes dans le secteur judiciaire et le renforcement des capacités des femmes dans le domaine juridique devrait favoriser le leadership féminin. L'appui à la territorialisation des ODD dans la région de Saint-Louis se poursuivra à travers l'élaboration de 10 plans de développement communaux et 03 plans de développement départementaux ainsi que leur opérationnalisation à travers l'identification et la mise en œuvre de projets en lien avec le Genre. Le PNUD appuiera également la conception d'outils et supports de monitoring (base de données et système de suivi). Concernant la lutte contre la corruption, l'appui du PNUD portera sur le renforcement de capacités des parlementaires sur la loi relative à la Déclaration de patrimoine afin de favoriser son adoption, et sur la mobilisation de ressources pour la mise en œuvre de la Stratégie Nationale de Lutte contre la Corruption. Une étude sur les innovations à introduire dans le cadre juridique de lutte contre la corruption en vue de le rendre plus efficace sera réalisée.

L'appui à la résilience socio-économique pour l'autonomisation économique des ménages et groupes vulnérables sera renforcé à travers un dispositif de prise en charge des besoins (identification, formulation, renforcement de capacités, financement des initiatives productives et suivi). Le fonds d'insertion et le dispositif de financement pour les femmes et les jeunes seront consolidés. Dans le cadre de la protection sociale, le PNUD appuiera la domestication des indicateurs des ODD du secteur de la protection sociale et la mise en place de la Base nationale de la Protection sociale (BNPS). L'intégration de la Couverture Maladie Universelle sera recommandée dans tous les projets mis en œuvre. Aux côtés des agences des Nations Unies, le PNUD apportera sa contribution à la structuration du PSE Priorité Jeunesse.

Le PNUD appuiera les efforts du pays en faveur de la gestion durable de l'environnement et des ressources naturelles, et poursuivra son appui au renforcement de la résilience des écosystèmes à travers la mise en œuvre d'actions dans la zone de la Grande Muraille Verte. En outre, le PNUD soutiendra l'accès des femmes de Mbao aux marchés, grâce au partenariat avec les sociétés dans la grande distribution. Des efforts seront aussi déployés pour la prise en compte des projets des Plans Nationaux d'Adaptation (PNA) dans les budgets sectoriels. Les PNA intégrant le changement climatique seront élaborés pour les régions n'en disposant pas encore. Dans le cadre de la gestion des terres et de l'agriculture, plusieurs actions seront soutenues. Les capacités techniques des parties prenantes locales seront renforcées, et l'adoption de nouvelles

démarches telles que la prise en compte des approches résilientes dans la gestion des terres et du capital naturel résilient au climat facilitées. Afin de soutenir les priorités de la Contribution Déterminée Nationale (CDN) et du Plan National d'Adaptation (PNA), des études et évaluations lancées avec l'appui du PNUD seront exploitées par les parties prenantes nationales pour identifier et évaluer les actions climatiques transformatrices, notamment en matière d'utilisation des terres et d'agriculture. Les priorités du secteur de l'utilisation des terres et de l'agriculture tenant compte des risques climatiques seront intégrées dans la planification, la budgétisation et le suivi aux niveaux national et sectoriel. La participation accrue du secteur privé à l'action climatique en matière d'utilisation des terres et d'agriculture sera encouragée. Le PNUD appuiera également la stratégie de transition énergétique du Sénégal sobre en carbone dans le domaine des mini-réseaux, l'installation de pompes solaires au profit des activités agricoles, et les initiatives du Gouvernement sur la question du plastique.

2023 sera la dernière année du cycle de mise en œuvre du Programme Pays 2019-2023. L'élaboration du Document de Programme Pays 2024-2028, le Cadre de coopération du Partenariat Sénégal-PNUD, initiée en 2022, sera finalisée dans le courant de l'année. Le Document de Programme Pays 2024-2028, aligné sur le Cadre de Coopération des Nations Unies 2024-2028, renouvelle l'engagement du PNUD aux côtés du Gouvernement du Sénégal pour la réalisation de l'Agenda 2030 des Nations Unies et 2063 de l'Union Africaine.



Photo: AFP Sénégal

QUELQUES TEMPS FORTS DE 2022 EN VIDÉO



Commune de Bargny - Renforcement de l'entreprenariat et de l'emploi des jeunes et des femmes par les chaines de valeurs et l'ouverture au marché de la ZLECAF Transformation halieutique



Mobilisation autour du sport féminin en faveur d'un changement de Comportement pour l'égalité des sexes et la lutte contre les discriminations faites aux femmes



Visite de Mme Ahunna Eziakonwa, Administratrice adjointe et Directrice du Bureau régional du PNUD pour l'Afrique à Sandiara, Sénégal



Cartographie des usages et services numériques (Projet d'Appui à la Gouvernance Numérique PAGNUM)



Réponse de Sandiara aux défis de la migration



Mont-Rolland - Campagne d'information et de sensibilisation dans les communes de Bargny, Mont-Rolland, Sandiara, Mékhé, Ndiob et Ndiaffate (Projet de renforcement de la résilience socio-économique des femmes actrices du secteur informel (FASI) dans les régions de Dakar, Thiès, Fatick et Kaolack







ACRONYMES

BID Banque Islamique de Développement	et l'autonomisation des femmes
BIT Bureau international du Travail	PAGNUM Projet d'Appui à la Gouvernance Numérique
BP Bureau Pays	PME Petite et Moyenne Entreprise
BR Bureau Régional	PNUAD Plan Cadre des Nations Unies pour l'Aide au Développement
CC Changement Climatique	PNUD Programme des Nations Unies pour le développement
CDN Contribution Nationale déterminée	PSE Plan Sénégal Émergent
CT Collectivité Territoriale	PUDC Programme d'Urgence pour le Développement Communautaire
COVID-19 Coronavirus Disease-19	SN2025 Stratégie nationale numérique (horizon 2025)
ESS Espaces Sénégal Services	SNLCC Stratégie Nationale de Lutte Contre la Corruption
FIDA Fonds International de Développement Agricole	SNU Système des Nations Unies
FSD Fonds Saoudien de Développement	UA Union Africaine
MoU Memorandum of Understanding	UNICEF Fonds des Nations Unies pour l'Enfance
MSAS Ministère de la Santé et de l'Action Sociale	UNFPA Fonds des Nations Unies pour la Population
OCHA Bureau de la Coordination des affaires humanitaires	VBG Violences Basées sur le Genre
ODD Objectifs pour le Développement Durable	VNU Volontaire des Nations Unies
OFNAC Office National de Lutte contre la Corruption	ZLECAF Zone de libre-échange continentale africaine
ONUFEMMES Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes	

REMERCIEMENTS



MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE
DU PLAN ET DE LA COOPÉRATION



RÉPUBLIQUE DU SÉNÉGAL
Ministère des Finances
et du Budget



RÉPUBLIQUE DU SÉNÉGAL
Ministère des Affaires Étrangères
et des Sénégalais de l'Étranger



RÉPUBLIQUE DU SÉNÉGAL
Ministère de la Femme, de la
Famille et du Genre et de la
Protection des Enfants



RÉPUBLIQUE DU SÉNÉGAL
Ministère de la Santé et de
l'Action sociale



RÉPUBLIQUE DU SÉNÉGAL
Ministère de la Justice



RÉPUBLIQUE DU SÉNÉGAL
Ministère du Développement
Communautaire, de l'Équité sociale
et territoriale



RÉPUBLIQUE DU SÉNÉGAL
Ministère de la Communication,
des Télécommunications et de
l'Économie Numérique



Office national de Lutte contre la
Corruption (OFNAC)



Cour des Comptes
du Sénégal



Mairies des Communes de
Bargny, Mékhé, Mont-Rolland,
Ndiaffate, Ndiob, Sandiara



Délégation générale de la
Protection sociale et de la Solidarité
nationale



NATIONS UNIES
SENEGAL



ONU
FEMMES



Organisation
internationale
du Travail



OIM
ONU MIGRATION

IsDB



البنك الإسلامي للتنمية
Banque Islamique de Développement



RÉPUBLIQUE DU SÉNÉGAL
Ministère des Collectivités
territoriales, du Développement et
de l'Aménagement des Territoires



RÉPUBLIQUE DU SÉNÉGAL
Ministère du Commerce et des
Petites et Moyennes Entreprises



RÉPUBLIQUE DU SÉNÉGAL
Ministère de l'Environnement et
du Développement durable



RÉPUBLIQUE DU SÉNÉGAL
Ministère de l'Intérieur



Bureau Opérationnel de Suivi du
Plan Sénégal Emergent



Programme d'Urgence de
développement Communautaire
(PUDC)



Agence de Développement et
d'Encadrement des Petites et
Moyennes Entreprises



Délégation générale à
l'Entreprenariat Rapide des
Femmes et des Jeunes



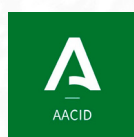
Fond pour l'Environnement
Mondial (FEM)



UNION EUROPÉENNE



Coopération Belge



Agence Andalouse de
Coopération Internationale pour
le développement









AVERTISSEMENT

Le Bilan annuel 2022 du Partenariat Sénégal-PNUD couvre essentiellement la période du 1er janvier au 31 décembre 2022. Toute utilisation d'information totale ou partielle contenue dans ce rapport devra être accompagnée de la mention du PNUD Sénégal comme en étant la source. © PNUD, Juin 2023 – Tous droits réservés.







**Programme des Nations Unies
pour le développement**
Sénégal

Almadies, Route du Meridien
Immeuble Wolle Ndiaye
BP 154 Dakar - Sénégal

www.undp.org/fr/senegal
© PNUD Sénégal 2023

